Le temps nous étant compté, je vais donc limiter mon introduction et aborder très rapidement nos travaux et les décisions que nous avons à prendre aujourd'hui, sachant que beaucoup de camarades sont dans l'attente de celles-ci.

Tout d'abord nous avons à déterminer les volumes attribués au titre de l'interpro aux camarades ayant déposé une demande auprès de la Confédération via leurs UD.

Ensuite, après avoir retiré de la base globale brute les droits interpro, confédéralisés, fédéralisés et du bureau national, nous aurons à déterminer la part de CTS revenant à chaque section au moyen de la clé de répartition adoptée précédemment par notre instance.

Afin d'éviter de complexifier les calculs qui le sont déjà bien assez, nous allons *parler* dans un 1^{er} temps de l'Équivalent Temps Plein, puisque c'est ainsi que sont traduits les droits alloués aux OS par le ministère.

Dans un 2nd temps, nous aborderons le sujet au travers du CTS exprimé en 1/2 journée.

Il est rappelé que le volume global 2016 attribué à la Fédé a été reconduit pour 2017, à savoir : droits décret 164,29 (ETP) + droits dérogatoires 47 (ETP) = 211,29 (ETP).

1ère étape : déduire les droits que la Fédé conserve pour son activité et celles des membres de la direction fédérale ayant une activité fédérale et suivant les informations communiquées par notre camarade Michel, le volume 2016 est également reconduit pour 2017, à savoir : 10,75 (ETP).

2nde étape : répartir le solde sur chacun des syndicats de la Fédé en fonction de leur représentativité sachant que pour ce qui nous concerne, nous conservons le même taux à savoir 77,82 %.

SOIT et toujours en ETP

base 211,29 – Fédé 10,75 = 200,54 X 77,82 % = 156,06 ; qui transformés en CTS nous donne une base brute CGT DGFIP de 71787,70 1/2 journées.

A partir de ce moment nous allons parler non plus en ETP, mais en CTS et donc en 1/2 journées.

INTERPRO – DROITS CONFEDERALISES

Sur ce point nous travaillons vous le savez, avec la Fédé et le « pôle droits et moyens syndicaux de la Confédération ».

Dans une note du 01/10/2015 (toujours d'actualité) ce pôle écrivait :

« Les droits syndicaux Confédéralisés sont répartis selon les priorités suivantes :

- les secrétaires généraux des UD et Comités Régionaux
- les membres de la direction confédérale et de la CFC
- les animateurs, conseillers confédéraux chargés de missions dans la maison confédérale.

Dans la limite du contingent de droits disponibles :

- les mandats structurants de l'activité des UD et CR (vie syndicale, formation syndicale, politique financière)
- les secrétaires généraux de grosses UL. »

De nos réunions avec la Fédé et le pôle dédié de la Confédération (2 réunions dont la dernière s'est tenue le 10 avril dernier) il est ressorti que nous pouvions vous présenter les propositions d'attribution 2017 suivantes :

- interpro en territoires (y compris les SG disposant d'un ETP complet) : 8520 CTS
- membres, animateurs et conseillers de la maison confédérale : 2540 CTS

Soit un total de 11090 CTS

De fait l'enveloppe 2016 (11126 CTS) n'est pas dépassée et nous permet de répondre à toutes les demandes présentées, y compris les nouvelles, totalement ou partiellement, sur la base des informations confédérales.

Ainsi à la base de départ de 71787,70 arrondi à 71788, il nous faut retirer 22708 décomposé comme suit :

- interpro (*terme générique de simplification*) : 11090
- BN politiques : 5060
- BN administratifs : 2668
- enveloppe nationale pour 3890 incluant :
 - les écoles (1600)
 - les CAPN (700)
 - l'activité nationale (900)
 - renforcement BN (690)

soit au final 71788 – 22708 = 49080 CTS pour les sections.

Précision : ces éléments tiennent compte des quelques rectifications apportées en séance